

SUPPLÉMENT DE PROSPECTUS
au prospectus simplifié préalable de base daté du 13 mars 2014

Aucune autorité en valeurs mobilières ne s'est prononcée sur la qualité des titres offerts dans le présent supplément de prospectus. Quiconque donne à entendre le contraire commet une infraction.

Les titres décrits dans le présent supplément de prospectus et le prospectus simplifié préalable de base daté du 13 mars 2014 auquel il se rapporte, y compris ses modifications ou ses suppléments, et chaque document intégré par renvoi dans le présent supplément de prospectus ou le prospectus simplifié préalable de base daté du 13 mars 2014 qui l'accompagne, ne sont offerts que là où l'autorité compétente a accordé son visa; ils ne peuvent être proposés que par des personnes dûment inscrites. Les titres qui seront émis aux termes des présentes n'ont pas été ni ne seront inscrits en vertu de la Securities Act of 1933 des États-Unis, dans sa version modifiée (la « Loi de 1933 »), et, exception faite de ce qui est énoncé à la rubrique « Mode de placement », ils ne peuvent être offerts ni vendus aux États-Unis d'Amérique, dans leurs territoires ou possessions et autres régions de leur ressort pour le compte d'une personne des États-Unis (au sens donné à U.S. person dans le Regulation S pris en vertu de la Loi de 1933).

L'information intégrée par renvoi dans le présent supplément de prospectus et le prospectus simplifié préalable de base daté du 13 mars 2014 qui l'accompagne provient de documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières ou d'autorités similaires au Canada. On peut obtenir gratuitement des exemplaires des documents intégrés aux présentes par renvoi sur demande adressée au Secrétariat général de la Banque, Banque de Montréal, 100 King Street West, 1 First Canadian Place, 21st Floor, Toronto (Ontario) M5X 1A1 (téléphone : 416 867-6785), ou sur le site Internet de SEDAR à l'adresse suivante : www.sedar.com.

Nouvelle émission

Le 22 juillet 2015

150 000 000 \$



**6 000 000 d'actions privilégiées de catégorie B perpétuelles,
à dividende non cumulatif, série 35
(fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV))**

Les porteurs d'actions privilégiées de catégorie B perpétuelles, à dividende non cumulatif, série 35 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) (les « actions privilégiées, série 35 ») de la Banque de Montréal (la « Banque ») pourront recevoir des dividendes fixes en espèces privilégiés et non cumulatifs, déclarés par le conseil d'administration de la Banque (le « conseil d'administration ») et payables trimestriellement le 25 février, mai, août et novembre de chaque année, ou, s'il ne s'agit pas d'un jour ouvrable, le jour ouvrable suivant, à un taux annuel égal à 5,00 % ou à 1,2500 \$. S'il est déclaré, le dividende initial sera payable le 25 novembre 2015 et sera de 0,40753 \$ l'action, en fonction de la date de clôture prévue du 29 juillet 2015. Se reporter à la rubrique « Modalités du placement ».

À la survenance d'un événement déclencheur (terme défini aux présentes), chaque action privilégiée, série 35 sera automatiquement et immédiatement convertie, sans le consentement de ses porteurs, en un nombre d'actions ordinaires entièrement libérées de la Banque (les « actions ordinaires ») correspondant à la division de 25,00 \$, plus les dividendes déclarés mais impayés à l'égard des actions privilégiées, série 35. Par conséquent, il est recommandé aux investisseurs d'examiner attentivement l'information relative à la Banque, aux actions privilégiées, série 35, aux actions ordinaires et aux incidences d'un événement déclencheur qui figure dans le présent supplément de prospectus ainsi que le prospectus simplifié préalable de base daté du 13 mars 2014 qui l'accompagne (le « prospectus ») et y est intégrée par renvoi. Se reporter à la rubrique « Modalités du placement ».

Sous réserve des dispositions de la *Loi sur les banques* (Canada) (la « Loi sur les banques »), notamment l'obligation d'obtenir le consentement préalable du surintendant des institutions financières (le « surintendant »), et sous réserve des dispositions dont il est question ci-après à la rubrique « Modalités du placement — Restrictions quant aux dividendes et au retrait d'actions », à compter du 25 août 2020, la Banque peut racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées, série 35 alors en circulation, à son gré, sans le consentement du porteur, en payant, pour chaque action ainsi rachetée, 25,00 \$ au comptant, plus, si elles sont rachetées avant le 25 août 2024, une prime, dans chaque cas conjointement avec tous les dividendes déclarés et non versés à la date fixée aux fins de rachat. Se reporter à la rubrique « Modalités du placement — Rachat ».

Les actions privilégiées, série 35 n'ont pas de date d'échéance fixe et ne peuvent être rachetées au gré de leurs porteurs. Se reporter à la rubrique « Facteurs de risque — Absence de date d'échéance fixe ».

Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1L6 et les bureaux de direction de celle-ci sont situés au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, Toronto (Ontario) M5X 1A1.

La Bourse de Toronto (la « TSX ») a approuvé sous condition l'inscription à sa cote des actions privilégiées, série 35 et des actions ordinaires devant être émises à la survenance d'un événement déclencheur (terme défini aux présentes). L'inscription est subordonnée à l'obligation, pour la Banque, de remplir toutes les conditions d'inscription de la TSX au plus tard le 16 octobre 2015. La Banque a demandé que les actions ordinaires devant être émises à la survenance d'un événement déclencheur soient inscrites à la Bourse de New York (la « NYSE ») visant l'approbation de l'inscription des actions ordinaires. L'inscription est conditionnelle au respect par la Banque de toutes les conditions d'inscription de la NYSE, et on prévoit que l'approbation définitive sera reçue avant la date de clôture prévue du 29 juillet 2015.

PRIX : 25,00 \$ l'action privilégiée, série 35 pour un rendement initial de 5,00 % par année

BMO Nesbitt Burns Inc., RBC Dominion valeurs mobilières Inc., Marchés mondiaux CIBC inc., Financière Banque Nationale Inc., Scotia Capitaux Inc., Valeurs Mobilières TD Inc., Valeurs mobilières Desjardins inc., Valeurs mobilières Banque Laurentienne Inc., Corporation Canaccord Genuity, Valeurs Mobilières Dundee Ltée, Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc., Raymond James Ltée, Corp. Brookfield Financier, Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc. et Placements Manuvie incorporée (collectivement, les « preneurs fermes ») offrent conditionnellement, pour leur propre compte, les actions privilégiées, série 35, sous les réserves d'usage concernant leur vente préalable, leur émission par la Banque et leur acceptation par les preneurs fermes conformément aux conditions figurant dans la convention de prise ferme dont il est question à la rubrique « Mode de placement » et sous réserve de l'approbation de certaines questions d'ordre juridique par Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., pour le compte de la Banque, et par McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., pour le compte des preneurs fermes.

	Prix d'offre	Rémunération des preneurs fermes ¹⁾	Produit net revenant à la Banque ²⁾
Par action privilégiée, série 35	25,00 \$	0,75 \$	24,25 \$
Total ³⁾	150 000 000 \$	4 500 000 \$	145 500 000 \$

- 1) La rémunération des preneurs fermes est de 0,25 \$ par action vendue à des institutions et de 0,75 \$ pour toutes les autres actions vendues. Les totaux indiqués dans le tableau représentent la rémunération des preneurs fermes et le produit net dans l'hypothèse où aucune action ne serait vendue à des institutions.
- 2) Avant déduction des frais du placement, estimés à 400 000 \$, qui, de pair avec la rémunération des preneurs fermes, seront pris en charge par la Banque.
- 3) Les preneurs fermes se sont vu octroyer une option (l'« option ») leur permettant d'acheter au plus 2 000 000 d'actions privilégiées, série 35 supplémentaires (les « actions sous-jacentes à l'option ») au prix d'offre établi aux termes des présentes, qu'ils peuvent exercer à tout moment jusqu'à 48 heures avant l'heure de clôture du présent placement. Le présent supplément de prospectus autorise l'octroi de l'option et le placement des actions sous-jacentes à l'option. Si les preneurs fermes souscrivent toutes les actions sous-jacentes à l'option, le prix d'offre, la rémunération des preneurs fermes et le produit net revenant à la Banque totaliseront respectivement 200 000 000 \$, 6 000 000 \$ et 194 000 000 \$ (dans l'hypothèse où aucune action sous-jacente à l'option n'est vendue aux institutions mentionnées dans la note 1 ci-dessus). Se reporter à la rubrique « Mode de placement ». Un souscripteur qui acquiert les actions privilégiées, série 35 faisant partie de l'option acquiert ces titres aux termes du présent supplément de prospectus.

Position des preneurs fermes	Nombre maximum de titres disponibles	Période d'exercice	Prix d'exercice
Option.....	Option permettant l'achat d'au plus 2 000 000 d'actions sous-jacentes à l'option	Jusqu'à 48 heures avant l'heure de clôture du présent placement	25,00 \$

BMO Nesbitt Burns Inc., un des preneurs fermes, est une filiale en propriété exclusive de la Banque. Par conséquent, la Banque est un émetteur relié et associé à BMO Nesbitt Burns Inc. selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ».

Dans le cadre du présent placement, les preneurs fermes peuvent effectuer des surallocations ou des opérations visant à fixer ou à stabiliser le cours des actions privilégiées, série 35 à des niveaux autres que ceux qui pourraient autrement se former sur le marché libre. De telles opérations peuvent être interrompues à tout moment. Se reporter à la rubrique « Mode de placement ». Les preneurs fermes peuvent réduire le prix d'offre au comptant des actions privilégiées, série 35 par rapport au prix d'offre initial de 25,00 \$ l'action. **Se reporter à la rubrique « Mode de placement » pour de plus amples renseignements sur la réduction possible du prix.**

Les souscriptions seront reçues sous réserve du droit de les rejeter ou de les répartir en totalité ou en partie et du droit de fermer les livres de souscription à tout moment sans préavis. Un certificat d'inscription en compte représentant les actions privilégiées, série 35 faisant l'objet du placement décrit aux présentes sera délivré sous forme nominative seulement à Services de dépôt et de compensation CDS inc. (« CDS ») ou à son prête-nom et sera remis à la CDS à la clôture du présent placement, qui devrait se produire vers le 29 juillet 2015. Le souscripteur d'actions privilégiées, série 35 ne recevra que la confirmation habituelle envoyée par le courtier en valeurs inscrit qui est un adhérent de la CDS et auprès ou par l'intermédiaire duquel il aura souscrit les actions privilégiées, série 35. Se reporter à la rubrique « Titres inscrits en compte seulement » du prospectus.

TABLE DES MATIÈRES

Supplément de prospectus

Mise en garde concernant les déclarations prospectives	S-5
Documents intégrés par renvoi	S-5
Admissibilité aux fins de placement	S-6
Sommaire du placement	S-7
Structure du capital	S-9
Modalités du placement	S-9
Ratios de couverture par le bénéfice	S-13
Ventes ou placements antérieurs	S-14
Cours et volume des opérations	S-14
Incidences fiscales fédérales canadiennes	S-17
Notes	S-19
Mode de placement	S-20
Emploi du produit	S-21
Facteurs de risque	S-21
Agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres	S-25
Questions d'ordre juridique	S-25
Droits de résolution et sanctions civiles	S-25
Attestation des preneurs fermes	A-1

Prospectus

Documents intégrés par renvoi	1
Mise en garde concernant les déclarations prospectives	2
Banque de Montréal	3
Description des titres d'emprunt	3
Description des actions ordinaires	4
Description des actions privilégiées	5
Titres inscrits en compte seulement	6
Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques	7
Restrictions additionnelles relatives à la déclaration de dividendes	7
Restrictions relatives aux actions de la Banque aux termes de la Loi sur les banques	8
Modifications apportées au capital-actions et aux titres secondaires	8
Ratios de couverture par le bénéfice	9
Mode de placement	10
Facteurs de risque	11
Emploi du produit	11
Questions d'ordre juridique	11
Droits de résolution et sanctions civiles	11
Attestation de la Banque	A-1

À moins d'indication contraire, tous les montants en dollars figurant dans le présent supplément de prospectus sont libellés en dollars canadiens.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Les communications publiques de la Banque comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent supplément de prospectus (y compris les documents intégrés par renvoi) contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives qui figurent dans le présent supplément de prospectus se caractérisent souvent par l'utilisation de termes et expressions tels que « planifie », « prévoit », « s'attend à », « est assujéti à », « budget », « prévu », « estimations », « prévisions », « entend » ou « estime » ou de variantes de ces termes et expressions, dans la forme positive ou négative, ou par l'utilisation du futur ou du conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que les hypothèses de la Banque soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. La Banque conseille aux lecteurs du présent supplément de prospectus de ne pas se fier indûment à ses déclarations prospectives, étant donné que les résultats réels, les conditions, les actions ou les événements futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où la Banque est présente; des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides; les fluctuations des taux d'intérêt et de change; les changements de politique monétaire fiscale ou économique; l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels la Banque œuvre; les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de capital, de taux d'intérêt et de liquidités; les procédures judiciaires ou démarches réglementaires; l'exactitude ou l'exhaustivité de l'information que la Banque obtient sur ses clients et ses contreparties; la capacité de la Banque de mettre en œuvre ses plans stratégiques, de conclure des acquisitions et d'intégrer les entreprises acquises, y compris d'obtenir l'approbation des autorités de réglementation; les estimations comptables critiques et l'effet de changements apportés aux normes, aux règles et aux interprétations comptables concernant ces estimations; les risques opérationnels et infrastructurels; les changements apportés aux notes accordées à la Banque; la situation politique générale; les activités des marchés financiers internationaux; les répercussions de guerres ou d'activités terroristes sur les activités de la Banque; les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale; les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau; les changements technologiques et la capacité de la Banque de prévoir et de gérer efficacement les risques associés à tous les facteurs énoncés ci-dessus.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et risques pourraient influencer défavorablement sur ses résultats. Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, se reporter à l'analyse qui figure aux pages 77 à 105 du rapport annuel de 2014 de la Banque, qui décrit en détail certains facteurs et risques clés pouvant avoir une incidence sur les résultats futurs de la Banque. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque devraient examiner attentivement ces facteurs et risques ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels et tenir compte de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'organisation ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective qui figure dans le présent supplément de prospectus est présentée dans le but d'aider les actionnaires de la Banque à comprendre les activités, les perspectives, les risques et les autres facteurs externes de la Banque qui ont une incidence sur celle-ci, plus particulièrement aux dates présentées et pour les périodes closes à ces dates, ainsi que certaines priorités et objectifs stratégiques, et il se pourrait que cette information ne puisse servir à aucune autre fin.

DOCUMENTS INTÉGRÉS PAR RENVOI

Le présent supplément de prospectus est réputé intégré par renvoi dans le prospectus qui l'accompagne. D'autres documents sont également intégrés ou réputés intégrés par renvoi dans le prospectus et il y a lieu de consulter ce dernier pour connaître tous les détails. De plus, la Banque a déposé les documents suivants auprès du surintendant et des diverses

commissions des valeurs mobilières ou autorités similaires au Canada et ceux-ci sont expressément intégrés aux présentes par renvoi dans le présent supplément de prospectus :

- a) la notice annuelle datée du 2 décembre 2014;
- b) les états financiers consolidés audités au 31 octobre 2014 et pour l'exercice clos à cette date ainsi que les états financiers consolidés comparatifs au 31 octobre 2013 et pour l'exercice clos à cette date, conjointement avec le rapport des auditeurs y afférent et le rapport des auditeurs sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière en vertu des normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis);
- c) le rapport de gestion qui figure dans le rapport annuel de la Banque en date du 31 octobre 2014;
- d) la circulaire de sollicitation de procurations de la direction datée du 6 février 2015 relative à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Banque tenue le 31 mars 2015;
- e) les états financiers intermédiaires consolidés non audités au 30 avril 2015 et pour le trimestre et le semestre clos à cette date;
- f) le rapport de gestion pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 qui figure dans le Rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2015;
- g) le modèle (terme défini dans le *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* (le « Règlement 41-101 »)) du sommaire des modalités daté du 20 juillet 2015 (le « sommaire des modalités »), déposé sur SEDAR dans le cadre du présent placement.

Les documents du type de ceux qui sont décrits à l'article 11.1 de l'Annexe 44-101A1 du *Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié* et déposés par la Banque et tout modèle de « documents de commercialisation » (terme défini dans le *Règlement 41-101*) que la Banque dépose auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières canadiennes entre la date du présent supplément de prospectus et la fin du placement des actions privilégiées, série 35 sont réputés intégrés par renvoi dans le prospectus ou le présent supplément de prospectus, selon le cas.

Toute information contenue dans le présent supplément de prospectus ou un document intégré ou réputé intégré par renvoi dans les présentes ou dans le prospectus aux fins du présent placement est réputée modifiée ou remplacée aux fins du présent supplément de prospectus, dans la mesure où une information contenue dans les présentes ou dans un autre document déposé ultérieurement qui est aussi intégré ou réputé être intégré par renvoi dans les présentes la modifie ou la remplace. Il n'est pas nécessaire que l'information nouvelle mentionne expressément qu'elle modifie ou remplace une information antérieure, ni qu'elle comprenne quelque autre information donnée dans le document qu'elle modifie ou remplace. L'information nouvelle n'est pas réputée constituer une admission, à une fin quelconque, que l'information antérieure, au moment où elle a été donnée, constituait une information fautive ou trompeuse relativement à un fait important ou omettait un fait important exigé ou nécessaire afin que l'information ne soit pas trompeuse dans les conditions où elle a été donnée. Toute information ainsi modifiée ou remplacée n'est pas réputée faire partie du présent supplément de prospectus, sauf telle qu'elle est ainsi modifiée ou remplacée.

ADMISSIBILITÉ AUX FINS DE PLACEMENT

De l'avis d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., conseillers juridiques de la Banque, et de l'avis de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., conseillers juridiques des preneurs fermes, si elles étaient émises à la date du présent supplément de prospectus, les actions privilégiées, série 35 constitueraient, à ce moment-là, des placements admissibles en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) (la « LIR ») et du règlement pris en vertu de celle-ci pour une fiducie régie par un régime enregistré d'épargne retraite (« REER »), un fonds enregistré de revenu de retraite (« FERR »), un régime enregistré d'épargne-études, un régime de participation différée aux bénéficiaires, un régime enregistré d'épargne-invalidité ou un compte d'épargne libre d'impôt (un « CELI »). Les actions privilégiées, série 35 ne constitueront pas, à cette date, des placements interdits pour le titulaire d'un CELI ou le rentier d'un REER ou d'un FERR si, aux fins de la LIR, ce titulaire du CELI ou ce rentier du REER ou du FERR n'a aucun lien de dépendance avec la Banque aux fins de la LIR et n'a pas de « participation notable » (au sens du paragraphe 207.01(4) de la LIR) dans la Banque. Les souscripteurs d'actions privilégiées, série 35 qui ont l'intention de détenir leurs actions dans un CELI, un REER ou un FERR devraient consulter leurs propres conseillers en fiscalité à ce sujet.

SOMMAIRE DU PLACEMENT

Le présent sommaire doit être lu sous réserve des renseignements détaillés qui sont présentés ailleurs dans le corps du texte. Une définition de certains termes utilisés dans le présent sommaire figure à la rubrique « Modalités du placement ».

Émission :	Actions privilégiées de catégorie B perpétuelles, à dividende non cumulatif, série 35 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)).
Montant :	150 000 000 \$ (6 000 000 d'actions).
Prix d'émission et rendement :	25,00 \$ l'action pour un rendement de 5,00 % par année.
Option des preneurs fermes :	La Banque a octroyé aux preneurs fermes une option, qu'ils peuvent exercer au prix d'émission, en totalité ou en partie, jusqu'à 48 heures avant la clôture du placement, afin d'acheter jusqu'à 2 000 000 d'actions privilégiées, série 35 supplémentaires.

Caractéristiques principales des actions privilégiées, série 35

Dividendes : Les porteurs d'actions privilégiées, série 35 auront le droit de recevoir les dividendes fixes en espèces privilégiés et non cumulatifs, déclarés par le conseil d'administration, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques et payables trimestriellement le 25 février, mai, août et novembre chaque année, à un taux annuel égal à 5,00 % ou à 1,2500 \$ l'action. S'il est déclaré, le dividende initial sera payable le 25 novembre 2015 et sera de 0,40753 \$ l'action, en fonction de la date de clôture prévue du 29 juillet 2015.

Si le conseil d'administration ne déclare aucun dividende, ni aucune partie de dividende, sur les actions privilégiées, série 35 au plus tard à la date de versement de dividende pour un trimestre donné, le droit des porteurs d'actions privilégiées, série 35 de recevoir le dividende en question, ou toute partie de celui-ci, pour ce trimestre sera éteint à tout jamais.

Rachat : Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions énoncées ci-après à la rubrique « Modalités du placement – Restrictions quant aux dividendes et au retrait d'actions », à compter du 25 août 2020, sur remise d'un préavis d'au moins 30 et d'au plus 60 jours, la Banque peut racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées, série 35 alors en circulation, à son gré, sans le consentement du porteur, en payant, pour chaque action rachetée, 25,00 \$ au comptant, plus, si elles sont rachetées avant le 25 août 2024, une prime, dans chaque cas conjointement avec tous les dividendes déclarés et non versés à la date fixée aux fins de rachat.

Conversion automatique FPUNV : À la survenance d'un événement déclencheur (terme défini aux présentes), chaque action privilégiée, série 35 en circulation sera automatiquement et immédiatement convertie, sans le consentement de ses porteurs, en un nombre d'actions ordinaires (terme défini aux présentes) de la Banque correspondant à la division de 25,00 \$, plus les dividendes déclarés mais non versés à l'égard de ces actions privilégiées, série 35, par le prix de conversion (terme défini aux présentes).

Conversion en une autre série d'actions privilégiées : La Banque peut à tout moment, sous réserve de l'approbation du surintendant, donner aux porteurs d'actions privilégiées, série 35 le droit, à leur gré, de convertir leurs actions privilégiées, série 35 en une nouvelle série d'actions privilégiées de capital de première catégorie de la Banque, à raison d'une contre une.

Rachat aux fins d'annulation : Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites ci-après à la rubrique « Modalités du placement – Restrictions quant aux dividendes et au retrait d'actions », la Banque peut à tout moment racheter aux fins d'annulation les actions privilégiées, série 35 au ou aux prix les plus bas auxquels ces actions peuvent être obtenues selon le conseil d'administration.

- Droits de vote :*** Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, les porteurs des actions privilégiées, série 35 n'auront pas le droit, à ce titre, de recevoir un avis de convocation à toute assemblée des actionnaires de la Banque ni d'y assister ni d'y voter jusqu'à ce que le conseil d'administration ait omis de déclarer pour la première fois le dividende complet sur les actions privilégiées, série 35 au cours d'un trimestre donné. Le cas échéant, sous réserve de ce qui est prévu ci-après, les porteurs d'actions privilégiées, série 35 auront le droit de recevoir un avis de convocation aux assemblées des actionnaires auxquelles les administrateurs de la Banque seront élus et d'y assister, et auront droit à une voix par action privilégiée, série 35 qu'ils détiennent. Les droits de vote des porteurs des actions privilégiées, série 35 cesseront dès le versement par la Banque du premier dividende sur les actions privilégiées, série 35 auquel les porteurs ont droit après le moment où ces droits de vote prennent effet pour la première fois jusqu'au moment où la Banque peut omettre de nouveau de déclarer le dividende complet sur les actions privilégiées, série 35 au cours d'un trimestre donné, auquel cas ces droits de vote renaîtront et ainsi de suite.
- Rang :*** Les actions privilégiées de chaque série de la Banque seront de rang égal aux actions privilégiées de toutes les autres séries et auront priorité sur les actions ordinaires ainsi que sur toutes les autres actions de la Banque de rang inférieur aux actions privilégiées relativement au versement des dividendes et à la distribution des éléments d'actif en cas de liquidation ou de dissolution de la Banque.
- Impôt applicable aux dividendes sur les actions privilégiées :*** La Banque choisira, de la façon prévue et dans les délais prescrits à la partie VI.1 de la LIR, de payer un impôt à un taux faisant en sorte que les porteurs d'actions privilégiées, série 35 ne soient pas tenus de verser de l'impôt à l'égard des dividendes reçus sur ces actions en vertu de la partie IV.1 de la LIR.

STRUCTURE DU CAPITAL

Le tableau qui suit présente la structure du capital de la Banque au 30 avril 2015.

	<u>Au 30 avril 2015¹⁾</u>
	<i>(en millions de dollars canadiens)</i>
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	487 \$
Dette subordonnée	4 435 \$
Capitaux propres	
Actions ordinaires et surplus d'apport	12 633 \$
Actions privilégiées	2 640 \$
Résultats non distribués	17 765 \$
Cumul des autres éléments du résultat global	2 878 \$
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	35 916 \$
Total de la structure du capital	40 838 \$

Note :

- 1) Au 30 avril 2015, compte tenu du présent placement (dans l'hypothèse où toutes les actions sous-jacentes à l'option sont émises), de l'émission des actions de série 33 (terme défini ci-après) et du rachat des actions privilégiées, série 13 (terme défini ci-après), les actions privilégiées se seraient établies à 2 690 millions de dollars et les résultats non distribués se seraient établis à 17 753 millions de dollars.

MODALITÉS DU PLACEMENT

Les actions privilégiées, série 35 seront chacune émises en tant que séries d'actions privilégiées de la Banque. Se reporter à la rubrique « Description des actions privilégiées » du prospectus pour obtenir une description des actions privilégiées en tant que catégorie. Le texte qui suit résume les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions rattachés aux actions privilégiées, série 35 en tant que série.

Dividendes

Les porteurs d'actions privilégiées, série 35 auront le droit de recevoir des dividendes fixes en espèces privilégiés non cumulatifs trimestriels, à mesure que les déclare le conseil d'administration, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, le 25 février, mai, août et novembre de chaque année, à un taux annuel égal à 5,00 % ou à 1,2500 \$ l'action. S'il est déclaré, le dividende initial sera payable le 25 novembre 2015 et sera de 0,40753 \$ l'action, d'après la date de clôture prévue du 29 juillet 2015.

Si le conseil d'administration ne déclare aucun dividende, ni partie de dividende, sur les actions privilégiées, série 35 au plus tard à la date de versement de dividende pour un trimestre donné, le droit des porteurs d'actions privilégiées, série 35 de recevoir ce dividende, ou toute partie de celui-ci, pour ce trimestre sera éteint à tout jamais.

Rachats

Les actions privilégiées, série 35 ne pourront être rachetées par la Banque avant le 25 août 2020. À compter du 25 août 2020, sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites ci-dessous à la rubrique « Restrictions quant aux dividendes et au retrait d'actions », la Banque peut racheter la totalité ou une partie des actions privilégiées, série 35 en circulation, à son gré, sans le consentement du porteur, en payant 26,00 \$ au comptant par action privilégiée, série 35 si elles sont rachetées avant le 25 août 2021, 25,75 \$ au comptant par action privilégiée, série 35, si elles sont rachetées le 25 août 2021 ou par la suite, mais avant le 25 août 2022, 25,50 \$ au comptant par action privilégiée, série 35, si elles sont rachetées le 25 août 2022 ou par la suite, mais avant le 25 août 2023, 25,25 \$ au comptant par action privilégiée, série 35, si elles sont rachetées le 25 août 2023 ou par la suite, mais avant

le 25 août 2024 et 25,00 \$ au comptant par action privilégiée, série 35, si elles sont rachetées le 25 août 2024 ou par la suite, dans chaque cas, conjointement avec tous les dividendes déclarés et non versés jusqu'à la date de rachat fixée aux fins de rachat, exclusivement.

Un avis de tout rachat sera donné par la Banque au moins 30 jours et au plus 60 jours avant la date fixée pour le rachat. Si, à quelque moment que ce soit, moins de la totalité des actions privilégiées, série 35 en circulation doivent être rachetées, les actions devant être rachetées seront rachetées au prorata, compte non tenu des fractions d'actions. Se reporter également aux dispositions énoncées à la rubrique « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » du prospectus.

Conversion automatique FPUNV

À la survenance d'un événement déclencheur (terme défini ci-après), chacune des actions privilégiées, série 35 seront automatiquement et immédiatement converties, de façon complète et permanente, sans le consentement de leur porteur, en un nombre d'actions ordinaires entièrement libérées et librement négociables correspondant à $(\text{multiplicateur} \times \text{valeur des actions}) \div \text{prix de conversion}$ (une « conversion automatique FPUNV »). Aux fins de ce qui précède :

« **cours** » des actions ordinaires désigne le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires à la TSX ou si elles ne sont pas alors inscrites à la cote de la TSX, à une autre bourse ou sur un autre marché choisi par le conseil d'administration de la Banque auquel les actions ordinaires sont alors négociées, pour la période de 10 jours de bourse consécutifs prenant fin le jour de bourse précédant immédiatement la date à laquelle l'événement déclencheur se produit (la conversion ayant lieu à l'ouverture des marchés à la date à laquelle l'événement déclencheur se produit). Si aucun cours n'est disponible, le « cours » correspondra au prix plancher.

« **événement déclencheur** » a le sens qui est donné à ce terme dans les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF ») intitulées « Normes de fonds propres (NFP) : Chapitre 2 — Définitions des fonds propres », datées de décembre 2014, tel que ce terme pourrait être modifié ou remplacé par le BSIF à l'occasion; la définition de ce terme prévoit actuellement que chacun des événements suivants constitue un événement déclencheur :

- le surintendant annonce publiquement que la Banque a été avisée par écrit qu'il ne l'estime plus viable, ou qu'il estime qu'elle est sur le point de ne plus l'être, et qu'une fois tous les instruments d'urgence convertis et après avoir pris en compte tous les autres facteurs et toutes les autres circonstances considérés comme pertinents ou appropriés, il est raisonnablement probable que la viabilité de la Banque sera rétablie ou maintenue;
- l'administration fédérale ou une administration provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, de la part du gouvernement du Canada ou de l'administration d'une province ou d'une subdivision politique ou d'un organisme ou d'un agent de celle-ci, sans laquelle le surintendant aurait déterminé la Banque non viable.

« **multiplicateur** » désigne 1,0.

« **prix de conversion** » désigne i) le prix plancher (terme défini ci-après) ou, s'il est supérieur, ii) le cours.

« **prix plancher** » désigne 5,00 \$; sous réserve d'un rajustement dans l'une ou l'autre des circonstances suivantes : i) l'émission d'actions ordinaires ou de titres échangeables contre des actions ordinaires ou convertibles en actions ordinaires en faveur de la totalité ou de la quasi-totalité des porteurs d'actions ordinaires à titre de dividende en actions; ii) la subdivision, la redivision ou la modification des actions ordinaires en un nombre supérieur d'actions ordinaires ou iii) la réduction, le regroupement ou la consolidation des actions ordinaires en un nombre inférieur d'actions ordinaires. Le rajustement sera calculé au dixième de un pour cent près. Toutefois, aucun rajustement du prix de conversion ne sera requis, à moins qu'il ne nécessite une augmentation ou une baisse d'au moins 1 % du prix de conversion alors en vigueur. Dans ce cas, tout rajustement qu'il serait alors nécessaire d'apporter serait reporté et effectué en même temps que le rajustement subséquent suivant et conjointement avec celui-ci ainsi qu'avec tout rajustement ainsi reporté et correspondra à au moins 1 % de 5,00 \$.

« **valeur des actions** » désigne 25,00 \$ plus les dividendes déclarés et non versés à la date de l'événement déclencheur.

Si le nombre global d'actions ordinaires devant être émis en faveur d'un porteur d'actions privilégiées, série 35 conformément à une conversion automatique FPUNV inclut une fraction d'actions ordinaires, ce nombre sera arrondi au nombre entier inférieur le plus proche et aucun paiement en espèces ne sera versé au lieu de fractions d'actions ordinaires. Malgré toute autre disposition des actions privilégiées, série 35 la conversion de ces actions ne constitue pas un cas de défaut et la seule conséquence qui découlera d'un événement déclencheur aux termes des dispositions de ces actions sera la conversion de ces actions en actions ordinaires.

En cas de restructuration du capital, de regroupement ou de fusion de la Banque ou d'opérations comparables touchant les actions ordinaires, la Banque prendra les mesures nécessaires pour que les porteurs des actions privilégiées, série 35 reçoivent, aux termes d'une conversion automatique FPUNV, le nombre d'actions ordinaires ou d'autres titres que ces porteurs auraient reçus si la conversion automatique FPUNV avait eu lieu immédiatement avant la date de référence pour cet événement.

Droit de ne pas livrer d'actions ordinaires au moment d'une conversion automatique FPUNV

Au moment d'une conversion automatique FPUNV, la Banque se réserve le droit de ne pas livrer une partie ou la totalité, selon le cas, des actions ordinaires devant être émises à ce moment-là à une personne non admissible (terme défini ci-après) ou à une personne qui, en vertu de la conversion automatique FPUNV, deviendrait un actionnaire important (terme défini ci-après) par l'acquisition d'actions ordinaires. Dans ces circonstances, la Banque détiendra, en qualité de mandataire de ces personnes, les actions ordinaires qui leur auraient par ailleurs été livrées et tentera de vendre ces actions ordinaires à des parties autres que la Banque et des membres du même groupe qu'elle pour le compte de ces personnes par l'intermédiaire d'un courtier inscrit dont la Banque retiendra les services pour le compte de celles-ci. Ces ventes (s'il y a lieu) peuvent être effectuées à tout moment et à n'importe quel prix. La Banque n'engagera pas sa responsabilité si elle ne parvient pas à vendre ces actions ordinaires pour le compte de ces personnes ou à prix particulier un jour donné. Le produit net reçu par la Banque de la vente de ces actions ordinaires sera divisé entre les personnes appropriées, en proportion du nombre d'actions ordinaires qui leur auraient autrement été livrées au moment de la conversion automatique FPUNV, déduction faite des coûts liés à la vente et des retenues d'impôt applicables. Aux fins de ce qui précède :

« **actionnaire important** » désigne une personne qui a la propriété effective, directement, ou indirectement par l'intermédiaire d'entités qu'elle contrôle, ou de personnes qui lui sont liées ou qui agissent avec elle ou de concert avec elle, d'un pourcentage du nombre total d'actions en circulation d'une catégorie de la Banque supérieur à celui qui est autorisé par la Loi sur les banques.

« **personne non admissible** » désigne i) une personne dont l'adresse est située à l'extérieur du Canada ou à l'égard de qui la Banque ou son agent des transferts a des raisons de croire qu'elle réside à l'extérieur du Canada, dans la mesure où l'émission d'actions ordinaires par la Banque ou la livraison de ces actions par son agent des transferts d'actions ordinaires à cette personne, conformément à une conversion automatique FPUNV, exigerait que la Banque prenne des mesures pour se conformer aux lois sur les valeurs mobilières, aux lois bancaires ou à des lois analogues du territoire où se trouve cette adresse ou du territoire où réside cette personne et ii) toute personne, dans la mesure où l'émission d'actions ordinaires par la Banque ou la livraison de ces actions par son agent des transferts à cette personne, conformément à une conversion automatique FPUNV, serait, au moment de la survenance de l'événement déclencheur, contraire aux lois auxquelles la Banque est assujettie.

Conversion en une autre série d'actions privilégiées au gré du porteur

La Banque peut, à tout moment et par voie de résolution du conseil d'administration, constituer d'autres séries d'actions privilégiées de catégorie B (les « nouvelles actions privilégiées ») assorties de droits, de privilèges, de restrictions et de conditions qui feraient en sorte que ces nouvelles actions privilégiées seraient admissibles en tant que capital de première catégorie, ou l'équivalent, de la Banque, aux termes des lignes directrices en matière de suffisance du capital alors en vigueur prescrites par le surintendant (ou si ces lignes directrices ne s'appliquent pas, assorties de droits, de privilèges, de restrictions et de conditions établies par le conseil d'administration). Le cas échéant, la Banque peut, avec le consentement du surintendant, donner aux porteurs des actions privilégiées, série 35 un avis écrit pour les informer qu'ils ont le droit, aux termes des actions privilégiées, série 35, à leur gré, de convertir leurs actions privilégiées, série 35 à la date précisée dans l'avis en nouvelles actions privilégiées entièrement libérées, à raison d'une contre une. Cet avis doit être donné par la Banque, par écrit, au moins 30 jours et au plus 60 jours avant la date de conversion. Les nouvelles actions privilégiées ne seront pas, si elles sont émises, des « actions privilégiées à terme » ou des « actions privilégiées à court terme » au sens de la LIR ni réputées l'être.

À l'exercice, par le porteur, d'un droit de convertir des actions privilégiées, série 35 en de nouvelles actions privilégiées, la Banque se réserve le droit de ne pas émettre de nouvelles actions privilégiées en faveur d'une personne dont l'adresse se trouve dans un territoire situé à l'extérieur du Canada ou dont la Banque ou son agent des transferts a des raisons

de croire qu'elle se trouve dans un tel territoire, dans la mesure où cette émission exigerait que la Banque prenne une mesure pour se conformer aux lois sur les valeurs mobilières ou sur les banques ou à des lois analogues de ce territoire. Se reporter à la rubrique « Restrictions relatives aux actions de la Banque aux termes de la Loi sur les banques » du prospectus.

Rachat aux fins d'annulation

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, du consentement préalable du surintendant et des dispositions décrites ci-dessous à la rubrique « Restrictions quant aux dividendes et au retrait d'actions », la Banque peut, en tout temps, racheter aux fins d'annulation des actions privilégiées, série 35 au prix ou aux prix qui, selon le conseil d'administration, sont les plus bas auxquels on peut les obtenir.

Restrictions quant aux dividendes et au retrait d'actions

Tant que des actions privilégiées, série 35 sont en circulation, la Banque ne pourra pas prendre les mesures suivantes, sans l'approbation de leurs porteurs :

- a) déclarer, verser ou mettre de côté aux fins de versement des dividendes sur les actions ordinaires de la Banque ou sur toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées, série 35 (à l'exception de dividendes en actions payables en actions de la Banque de rang inférieur aux actions privilégiées, série 35);
- b) racheter, acheter ou autrement retirer des actions ordinaires de la Banque ou toute autre action de rang inférieur aux actions privilégiées, série 35 (sauf en utilisant le produit net en espèces d'une émission quasi simultanée d'actions de rang inférieur aux actions privilégiées, série 35);
- c) racheter, acheter ou autrement retirer moins de la totalité des actions privilégiées, série 35 alors en circulation;
- d) sauf aux termes d'une obligation d'achat, d'un privilège de rachat au gré du porteur ou de dispositions de rachat obligatoire afférentes à toute série d'actions privilégiées de la Banque (les « actions privilégiées »), racheter, acheter ou autrement retirer toute autre action de rang égal aux actions privilégiées, série 35;

à moins que, dans chaque cas, tous les dividendes, y compris ceux payables à la date de versement de dividende pour la dernière période close à l'égard de laquelle des dividendes seront payables, n'aient été déclarés et versés ou mis de côté aux fins de versement à l'égard de chaque série d'actions privilégiées à dividende cumulatif alors émises et en circulation et à l'égard de toutes les autres actions à dividende cumulatif de rang égal aux actions privilégiées de catégorie B de la Banque, et que n'aient été versés ou mis de côté aux fins de versement tous les dividendes déclarés à l'égard de chaque série d'actions privilégiées à dividende non cumulatif (y compris les actions privilégiées, série 35) alors émises et en circulation et à l'égard de toutes les autres actions à dividende non cumulatif de rang égal aux actions privilégiées de catégorie B de la Banque.

Émission de séries supplémentaires d'actions privilégiées

Sous réserve des restrictions énoncées dans le prospectus à la rubrique « Description des actions privilégiées — Certaines dispositions des actions privilégiées de catégorie B en tant que catégorie — Création et émission d'actions », la Banque peut émettre d'autres séries d'actions privilégiées de rang égal aux actions privilégiées, série 35 sans l'autorisation des porteurs d'actions privilégiées, série 35.

Modifications apportées aux actions privilégiées, série 35

La Banque ne supprimera ni ne modifiera, sans l'approbation des porteurs d'actions privilégiées, série 35 donnée de la façon prévue ci-après à la rubrique « Approbations des actionnaires », les droits, privilèges, restrictions et conditions rattachés aux actions privilégiées, série 35. Outre l'approbation susmentionnée, la Banque ne fera, sans l'approbation préalable du surintendant, aucune suppression ou modification qui pourrait modifier la classification des actions privilégiées, série 35 à l'occasion aux fins des exigences en matière de suffisance du capital prévues par la Loi sur les banques, ses règlements d'application et toute ligne directrice s'y rapportant, mais peut faire à l'occasion de telles suppressions ou modifications avec l'approbation préalable du surintendant.

Approbations des actionnaires

L'approbation de toute modification des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions rattachés aux actions privilégiées, série 35 peut être donnée par voie de résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins $66\frac{2}{3}$ % des voix exprimées à une assemblée des porteurs d'actions privilégiées, série 35, à laquelle la majorité des porteurs d'actions privilégiées, série 35 est représentée ou, s'il n'y a pas un tel quorum à l'assemblée, à toute assemblée suivant cette assemblée ajournée à laquelle aucun quorum ne s'appliquerait.

Outre l'approbation qui précède, toute modification des droits, des privilèges, des restrictions et des conditions rattachés aux actions privilégiées, série 35 qui touche la classification des actions privilégiées, série 35 à l'occasion aux fins des exigences en matière de suffisance du capital prévues par la Loi sur les banques, ses règlements d'application et toute ligne directrice s'y rapportant ne peut être effectuée qu'avec le consentement du surintendant.

Droits en cas de liquidation

En cas de liquidation ou de dissolution de la Banque, si un événement déclencheur n'est pas survenu, les porteurs d'actions privilégiées, série 35 auront le droit de recevoir 25,00 \$ l'action, majorés de tous les dividendes déclarés et non versés à la date de versement, avant que tout montant ne soit versé et que tout élément d'actif de la Banque ne soit distribué aux porteurs des actions de rang inférieur aux actions privilégiées, série 35. Les porteurs des actions privilégiées, série 35 n'auront le droit de participer à aucune autre distribution des biens ou des éléments d'actif de la Banque.

Droits de vote

Sous réserve des dispositions de la Loi sur les banques, les porteurs d'actions privilégiées, série 35, n'auront pas, à ce titre, le droit de recevoir un avis de convocation à toute assemblée des actionnaires de la Banque ni d'y assister ni d'y voter jusqu'à ce que le conseil d'administration ait omis de déclarer pour la première fois le dividende complet sur les actions privilégiées, série 35 à l'égard de tout trimestre. Dans ce cas, les porteurs d'actions privilégiées, série 35 auront le droit de recevoir un avis de convocation aux assemblées des actionnaires auxquelles les administrateurs de la Banque seront élus et d'y assister et auront droit à une voix par action privilégiée, série 35 qu'ils détiennent. Les droits de vote des porteurs d'actions privilégiées, série 35 cesseront immédiatement dès le versement par la Banque du premier dividende sur les actions privilégiées, série 35 auquel les porteurs ont droit après le moment où ces droits de vote prennent effet pour la première fois jusqu'au moment où la Banque peut omettre de nouveau de déclarer le dividende complet sur les actions privilégiées, série 35 à l'égard de tout trimestre, auquel cas, ces droits de vote reprendront effet, et ainsi de suite.

Dans le cadre de toute mesure prise par la Banque, qui nécessite l'approbation des porteurs d'actions privilégiées, série 35 exerçant leur droit de vote en tant que série ou en tant que partie d'une catégorie, chaque porteur aura droit à une voix par action qu'il détient.

Choix fiscal

Les actions privilégiées, série 35 constitueront des « actions privilégiées imposables » au sens de la LIR aux fins de l'impôt prévu par la partie IV.1 de la LIR qui s'applique à certains porteurs de ces actions qui sont des sociétés. Les modalités des actions privilégiées, série 35 obligeront la Banque à faire le choix qui s'impose conformément à la partie VI.1 de la LIR afin que les porteurs qui sont des sociétés n'aient pas d'impôt à payer en vertu de la partie IV.1 de la LIR sur les dividendes reçus (ou réputés avoir été reçus) sur les actions privilégiées, série 35.

Jours ouvrables

Si toute mesure doit être prise par la Banque un jour qui n'est pas un jour ouvrable, cette mesure sera prise le jour suivant ouvrable.

RATIOS DE COUVERTURE PAR LE BÉNÉFICE

Les ratios financiers consolidés de la Banque, calculés pour les périodes de 12 mois closes le 31 octobre 2014 et le 30 avril 2015, respectivement, sont présentés dans le tableau ci-dessous, sur une base pro forma ajustée, et tiennent compte i) du rachat des actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 23 (les « actions privilégiées, série 23 ») de la Banque le 25 février 2015, ii) du rachat des débetures subordonnées de la tranche 2 des billets à moyen terme, série C, pour un montant équivalant à 500 millions de dollars (les « débetures

subordonnées, série C ») de la Banque le 22 avril 2015, iii) du rachat des actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 13 (les « actions privilégiées, série 13 ») de la Banque le 25 mai 2015; iv) de l'émission des actions privilégiées, série 33 et v) de l'émission des actions privilégiées, série 35 (dans l'hypothèse où toutes les actions sous-jacentes à l'option sont émises), selon ce qui est requis pour chaque période présentée.

	<u>Période de 12 mois close le 31 octobre 2014</u>	<u>Période de 12 mois close le 30 avril 2015</u>
Couverture des dividendes majorés sur les actions privilégiées de catégorie B, séries 14, 15, 16, 17, 25, 27, 29, 31, 33 et 35 ¹⁾	43,90 fois	32,76 fois
Couverture des intérêts sur les titres secondaires	42,39 fois	30,86 fois
Couverture des intérêts et des dividendes majorés sur les titres secondaires et les actions privilégiées	21,56 fois	15,89 fois

Note :

- 1) En ce qui concerne les actions privilégiées, série 35, le calcul suppose le versement d'un dividende de 0,3125 \$ par action privilégiée, série 35 pour chacun des quatre trimestres de la période de 12 mois.

Aux fins du calcul de la couverture des dividendes et des intérêts, les montants exprimés en devises ont été convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur à la fin de chaque mois. Pour la période de 12 mois close le 31 octobre 2014, la moyenne de ces cours de change était de 1,0937 \$ pour 1,00 \$ US. Pour la période de 12 mois close le 30 avril 2015, la moyenne de ces cours de change était de 1,1562 \$ pour 1,00 \$ US.

Les exigences en matière de dividendes de la Banque sur la totalité de ses actions privilégiées se sont élevées i) à 121,4 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 31 octobre 2014, ajustées à un montant équivalent avant impôt calculé à un taux d'impôt effectif de 17,25 %, et ii) à 155,6 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 30 avril 2015, ajustées à un montant équivalent avant impôt calculé à un taux d'impôt effectif de 15,77 %. Les exigences en matière d'intérêts de la Banque à l'égard de sa dette à long terme et des dividendes majorés sur ses actions privilégiées se sont élevées i) à 247,2 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 31 octobre 2014, et ii) à 320,7 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 30 avril 2015. Le bénéfice avant les intérêts et l'impôt sur le résultat de la Banque s'est élevé i) à 5 329,7 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 31 octobre 2014, soit 21,56 fois le total des exigences en matière de dividendes et d'intérêts de la Banque pour cette période, et ii) à 5 096 millions de dollars pour la période de 12 mois close le 30 avril 2015, soit 15,89 fois le total des exigences en matière de dividendes et d'intérêts de la Banque pour cette période. Les chiffres qui précèdent ont été calculés en tenant compte du rachat des actions privilégiées, série 23, du rachat des débetures subordonnées, série C, du rachat des actions privilégiées, série 13, de l'émission des actions de série 33 et de l'émission des actions privilégiées, série 35, selon ce qui est requis pour chacune des périodes présentées.

VENTES OU PLACEMENTS ANTÉRIEURS

Le 30 juillet 2014, aux termes d'un supplément de prospectus daté du 23 juillet 2014 au prospectus, la Banque a émis 12 000 000 de ses actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 31 au prix de 25,00 \$ chacune pour un produit brut total de 300 000 000 \$. Le 5 juin 2015, aux termes d'un supplément de prospectus daté du 29 mai 2015 au prospectus, la Banque a émis 8 000 000 de ses actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 33 au prix de 25,00 \$ chacune pour un produit brut total de 200 000 000 \$ (l'« émission des actions de série 33 »).

COURS ET VOLUME DES OPÉRATIONS

Les actions ordinaires en circulation sont inscrites à la TSX sous le symbole « BMO » et à la NYSE sous le symbole « BMO ». Les actions privilégiées en circulation de la Banque sont inscrites à la TSX sous les symboles suivants : « BMO.PR.K » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 14; « BMO.PR.L » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 15; « BMO.PR.M » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 16; « BMO.PR.R » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 17; « BMO.PR.Q » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 25; « BMO.PR.S » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 27 et « BMO.PR.T » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 29; « BMO.PR.W » pour les actions privilégiées de catégorie B, série 31 et « BMOP.PW.Y » pour les actions privilégiées de

catégorie B, série 33. Les tableaux qui suivent indiquent les cours extrêmes publiés en dollars canadiens ainsi que les volumes des opérations sur les actions ordinaires et les actions privilégiées de la Banque à la TSX pour les périodes indiquées.

Actions ordinaires (BMO)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	84,39 \$	80,71 \$	24 068 711
Décembre 2014	83,81 \$	77,15 \$	42 242 990
Janvier 2015	82,91 \$	72,87 \$	36 959 524
Février 2015	79,37 \$	73,12 \$	29 581 469
Mars 2015	77,66 \$	74,19 \$	35 951 376
Avril 2015	80,76 \$	75,05 \$	28 406 602
Mai 2015	79,43 \$	75,83 \$	21 948 275
Juin 2015	76,80 \$	73,13 \$	42 233 949
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	75,97 \$	73,05 \$	21 584 048

Actions privilégiées de catégorie B, série 14 (BMO.PR.K)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	26,15 \$	25,76 \$	50 818
Décembre 2014	26,12 \$	25,97 \$	49 677
Janvier 2015	26,10 \$	25,76 \$	54 232
Février 2015	25,83 \$	25,67 \$	62 414
Mars 2015	26,13 \$	25,68 \$	146 445
Avril 2015	26,05 \$	25,71 \$	90 256
Mai 2015	25,86 \$	25,50 \$	56 035
Juin 2015	25,84 \$	25,58 \$	100 983
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	25,77 \$	25,65 \$	83 292

Actions privilégiées de catégorie B, série 15 (BMO.PRL)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	26,42 \$	26,12 \$	103 762
Décembre 2014	26,49 \$	26,23 \$	54 774
Janvier 2015	26,61 \$	25,93 \$	131 153
Février 2015	26,38 \$	25,84 \$	74 086
Mars 2015	26,15 \$	25,80 \$	121 227
Avril 2015	25,98 \$	25,60 \$	137 474
Mai 2015	25,85 \$	25,64 \$	129 293
Juin 2015	25,82 \$	25,68 \$	259 165
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	25,97 \$	25,65 \$	72 681

Actions privilégiées de catégorie B, série 16 (BMO.PR.M)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	25,65 \$	25,37 \$	68 198
Décembre 2014	25,55 \$	24,65 \$	39,599
Janvier 2015	25,75 \$	24,78 \$	81 633
Février 2015	25,40 \$	24,84 \$	110 496
Mars 2015	25,65 \$	25,18 \$	141 517
Avril 2015	25,34 \$	25,02 \$	123 931
Mai 2015	25,50 \$	25,05 \$	141 632
Juin 2015	25,35 \$	25,10 \$	108 235
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	25,31 \$	25,10 \$	52 725

Actions privilégiées de catégorie B, série 17 (BMO.PR.R)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	25,85 \$	25,45 \$	33 201
Décembre 2014	25,85 \$	25,28 \$	53 144
Janvier 2015	25,83 \$	23,25 \$	189 290
Février 2015	23,90 \$	23,05 \$	174 551
Mars 2015	24,20 \$	23,75 \$	185 469
Avril 2015	24,48 \$	24,05 \$	32 201
Mai 2015	24,35 \$	24,10 \$	48 135
Juin 2015	24,35 \$	24,05 \$	349 158
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	24,13 \$	23,57 \$	11 174

Actions privilégiées de catégorie B, série 25 (BMO.PR.Q)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	25,00 \$	24,51 \$	329 343
Décembre 2014	24,98 \$	23,62 \$	261 066
Janvier 2015	25,00 \$	21,75 \$	292 427
Février 2015	23,35 \$	21,55 \$	166 433
Mars 2015	23,73 \$	22,75 \$	167 321
Avril 2015	23,25 \$	21,80 \$	347 659
Mai 2015	23,62 \$	23,00 \$	133 784
Juin 2015	23,66 \$	23,33 \$	215 304
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	24,04 \$	22,80 \$	283 252

Actions privilégiées de catégorie B, série 27 (BMO.PR.S)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	25,68 \$	25,42 \$	527 796
Décembre 2014	25,62 \$	25,10 \$	460 493
Janvier 2015	25,78 \$	24,47 \$	279 459
Février 2015	25,17 \$	24,45 \$	511 997
Mars 2015	25,39 \$	24,85 \$	965 710
Avril 2015	25,20 \$	23,93 \$	458 118
Mai 2015	25,19 \$	24,22 \$	404 683
Juin 2015	24,63 \$	23,00 \$	322 169
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	23,55 \$	21,57 \$	443 077

Actions privilégiées de catégorie B, série 29 (BMO.PR.T)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	25,50 \$	25,21 \$	163 542
Décembre 2014	25,41 \$	25,00 \$	147 464
Janvier 2015	25,52 \$	24,01 \$	251 216
Février 2015	24,90 \$	24,25 \$	424 568
Mars 2015	25,00 \$	24,62 \$	484 699
Avril 2015	24,85 \$	23,63 \$	224 473
Mai 2015	24,72 \$	24,00 \$	334 502
Juin 2015	24,04 \$	22,25 \$	131 741
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	23,00 \$	20,86 \$	216 725

Actions privilégiées de catégorie B, série 31 (BMO.PR.W)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Novembre 2014	25,38 \$	25,16 \$	207 171
Décembre 2014	25,30 \$	24,92 \$	224 660
Janvier 2015	25,37 \$	24,03 \$	165 975
Février 2015	24,99 \$	24,06 \$	157 293
Mars 2015	24,89 \$	24,26 \$	177 405
Avril 2015	24,68 \$	23,30 \$	481 921
Mai 2015	24,37 \$	23,52 \$	140 674
Juin 2015	23,70 \$	22,22 \$	180 591
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	22,80 \$	20,83 \$	171 839

Actions privilégiées de catégorie B, série 33 (BMO.PR.Y)

Mois	Haut (\$)	Bas (\$)	Volume
Du 5 au 30 juin 2015	24,86 \$	24,46 \$	1 161 742
Du 1 ^{er} au 21 juillet 2015	24,80 \$	24,50 \$	188 440

INCIDENCES FISCALES FÉDÉRALES CANADIENNES

De l'avis d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., le texte qui suit est un résumé des principales incidences fiscales fédérales canadiennes qui s'appliquent généralement au souscripteur qui acquiert des actions privilégiées, série 35 aux termes du présent supplément de prospectus et des actions ordinaires dans le cadre d'une conversion automatique FPUNV et qui, aux fins de la LIR et à tout moment opportun, est résident du Canada à tout moment opportun ou est réputé l'être, n'a aucun lien de dépendance avec la Banque et les preneurs fermes, n'est pas affilié à la Banque et détient les actions privilégiées, série 35 et les actions ordinaires à titre d'immobilisations. Généralement, les actions privilégiées, série 35 et les actions ordinaires constitueront des immobilisations pour le porteur, pourvu que celui-ci ne les acquière ni ne les détienne dans le cadre de l'exploitation d'une entreprise ou dans le cadre d'un projet comportant un risque ou une affaire de caractère commercial. Certains porteurs dont les actions privilégiées, série 35 ou les actions ordinaires pourraient ne pas être autrement admissibles à titre d'immobilisations peuvent, dans certaines circonstances, faire en sorte que ces actions et tous les autres « titres canadiens » (terme défini dans la LIR) qui lui appartiennent au cours de l'année d'imposition durant laquelle le choix a été effectué et de toute année d'imposition ultérieure soient réputés être des immobilisations en effectuant le choix irrévocable autorisé au paragraphe 39(4) de la LIR. Les incidences fiscales fédérales canadiennes qui s'appliquent généralement aux porteurs de nouvelles actions privilégiées acquises au moment de la conversion d'actions privilégiées, série 35 dépendront des modalités des nouvelles actions privilégiées, si elles sont constituées, et elles ne sont pas décrites dans les présentes.

Le présent résumé ne s'applique pas au souscripteur dans lequel une participation constitue un « abri fiscal déterminé », qui est une « institution financière » aux fins des règles « d'évaluation à la valeur du marché », auquel les règles de déclaration dans la « monnaie fonctionnelle » s'appliquent, ou qui conclut, à l'égard des actions privilégiées, série 35 ou des actions ordinaires, un « contrat dérivé à terme », chacune de ces expressions étant définie dans la LIR. Il est recommandé à ces souscripteurs de consulter leurs propres conseillers en fiscalité. De plus, le présent résumé ne s'applique pas au souscripteur qui est une « institution financière déterminée » (terme défini dans la LIR) qui reçoit ou est réputé recevoir, seul ou conjointement avec des personnes avec lesquelles il a un lien de dépendance, au total, des dividendes à l'égard de plus de 10 % des actions privilégiées, série 35 en circulation au moment où le dividende est (ou réputé avoir été) reçu. Le présent résumé repose également sur l'hypothèse selon laquelle toutes les actions privilégiées, série 35 émises et en circulation sont inscrites à la cote d'une bourse de valeurs désignée au Canada (terme défini dans la LIR, comme la TSX) aux moments où des dividendes (y compris des dividendes réputés) sont versés ou reçus sur les actions privilégiées, série 35.

Le présent résumé est fondé sur les dispositions actuelles de la LIR et du règlement pris en application de celle-ci (le « règlement ») ainsi que sur l'interprétation donnée par les conseillers juridiques aux pratiques et politiques administratives et de cotisation actuelles de l'Agence du revenu du Canada publiées par écrit avant la date des présentes. Le présent résumé tient compte de toutes les propositions particulières visant à modifier la LIR et le règlement qui ont été annoncées publiquement par le ministre des Finances du Canada ou pour son compte avant la date des présentes (les « modifications proposées ») et repose sur l'hypothèse selon laquelle toutes les modifications proposées seront promulguées dans la forme proposée. Toutefois, rien ne garantit que les modifications proposées seront promulguées ou qu'elles seront promulguées dans la forme proposée. Le présent résumé ne tient pas compte des modifications qui pourraient être apportées aux lois ou aux pratiques administratives ou de cotisation, par voie de décision ou de mesure législative,

gouvernementale, administrative ou judiciaire, et ne prévoit pas de telles modifications; il ne tient pas non plus compte des incidences fiscales provinciales, territoriales ou étrangères.

Le présent résumé est de nature générale seulement et ne se veut pas un conseil juridique ou fiscal à l'intention d'un souscripteur particulier, ni ne doit être interprété comme tel. Le présent résumé ne prévoit pas toutes les incidences fiscales fédérales canadiennes. Par conséquent, il est fortement recommandé aux souscripteurs éventuels de consulter leurs propres conseillers en fiscalité au sujet de leur situation particulière.

Dividendes

Les dividendes (y compris les dividendes réputés) reçus sur les actions privilégiées, série 35 ou les actions ordinaires par un particulier (sauf certaines fiducies) seront inclus dans le revenu de ce particulier et assujettis aux règles en matière de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes normalement applicables aux dividendes imposables reçus de sociétés canadiennes imposables, y compris les règles bonifiées en matière de majoration et de crédit d'impôt pour dividendes applicables aux dividendes désignés par la Banque comme étant des « dividendes déterminés » conformément aux dispositions de la LIR. Les dividendes (y compris les dividendes réputés) sur les actions privilégiées, série 35 ou les actions ordinaires reçus par une société seront inclus dans le calcul du revenu et pourront généralement être déduits dans le calcul du revenu imposable de la société.

Les actions privilégiées, série 35 constitueront des « actions privilégiées imposables » (terme défini dans la LIR). Conformément aux modalités des actions privilégiées, série 35, la Banque doit faire le choix nécessaire prévu à la partie VI.1 de la LIR de manière que les actionnaires qui sont des sociétés ne soient pas assujettis à l'impôt prévu à la partie IV.1 de la LIR sur les dividendes reçus (ou réputés avoir été reçus) par la Banque sur ces actions.

Une « société privée » (terme défini dans la LIR) ou toute autre société contrôlée (en raison d'un droit de bénéficiaire dans une plusieurs fiducies ou autrement) par un particulier (sauf une fiducie) ou pour son compte ou un groupe lié de particuliers (sauf des fiducies) ou pour son compte devra généralement payer un impôt remboursable de 33¹/₃ % en vertu de la partie IV de la LIR sur les dividendes reçus (ou réputés avoir été reçus) sur les actions privilégiées, série 35 ou les actions ordinaires dans la mesure où ces dividendes sont déductibles dans le calcul de son revenu imposable pour l'année.

Dispositions

Généralement, lors de la disposition d'une action privilégiée, série 35 ou d'une action ordinaire (ce qui comprend le rachat des actions en espèces, mais non une conversion), le porteur réalisera un gain en capital (ou subira une perte en capital) dans la mesure où le produit de disposition, déduction faite des coûts raisonnables de disposition, est supérieur (ou inférieur) au prix de base rajusté de cette action pour le porteur immédiatement avant la disposition, réelle ou réputée. Le montant de tout dividende réputé découlant du rachat, de l'acquisition ou de l'annulation par la Banque d'une action privilégiée, série 35 ou d'une action ordinaire, selon le cas, ne sera généralement pas inclus dans le produit de disposition d'un porteur aux fins du calcul du gain en capital ou de la perte en capital découlant de la disposition de cette action (se reporter à la rubrique « Rachats » ci-après).

Si l'actionnaire est une société, le montant de toute perte en capital peut, dans certaines circonstances, être réduit du montant des dividendes, y compris des dividendes réputés, qui ont été reçus à l'égard de cette action dans la mesure et de la manière prévues dans la LIR. Des règles similaires peuvent s'appliquer lorsqu'une action privilégiée, série 35 ou une action ordinaire appartient à une société de personnes ou à une fiducie dont une société, une fiducie ou une société de personnes est membre ou bénéficiaire. Il est recommandé à ces porteurs de consulter leurs propres conseillers.

Généralement, la moitié de tout gain en capital réalisé par un porteur au cours d'une année d'imposition sera incluse dans le calcul du revenu du porteur durant cette année à titre de gain en capital imposable et la moitié de toute perte en capital sera déduite de ses gains en capital au cours de l'année. L'excédent des pertes en capital déductibles sur les gains en capital imposables du porteur peut être reporté rétroactivement jusqu'à trois ans et prospectivement d'une manière indéfinie et déduit des gains en capital imposables du porteur durant ces autres années, conformément aux règles détaillées de la LIR.

Une « société privée sous contrôle canadien » pourrait devoir payer un impôt remboursable supplémentaire de 6²/₃ % sur son « revenu de placement total » (qui, selon la définition de la LIR, comprend un montant à l'égard des gains en capital imposables, mais non des dividendes ou des dividendes déterminés qui sont déductibles dans le calcul du revenu imposable).

Rachat

Si la Banque rachète au comptant ou acquiert autrement une action privilégiée, série 35 ou une action ordinaire (sauf au moment d'une conversion ou dans le cadre d'un achat pouvant être normalement effectué par un membre du public sur le marché libre), le porteur sera réputé avoir reçu un dividende correspondant à la somme, s'il y a lieu, payée par la Banque en excédent du capital versé de cette action à ce moment-là. Généralement, la différence entre la somme payée par la Banque et le dividende réputé est traitée comme un produit de disposition aux fins du calcul du gain en capital ou de la perte en capital découlant de la disposition d'une telle action (se reporter à la rubrique « Dispositions » ci-dessus). Dans le cas d'un actionnaire qui est une société, il est possible que dans certaines circonstances, la totalité ou une partie de la somme ainsi réputée constituer un dividende soit traitée comme un produit de disposition et non comme un dividende.

Conversion

La conversion d'une action privilégiée, série 35 en une action ordinaire sera réputée ne pas constituer une disposition d'un bien. Par conséquent, elle ne donnera pas lieu à un gain en capital ou à une perte en capital. Le coût pour le porteur d'une action ordinaire reçue à la conversion sera réputé correspondre au prix de base rajusté pour le porteur de l'action privilégiée, série 35 immédiatement avant la conversion. On établira une moyenne entre le coût d'une action ordinaire reçue dans le cadre d'une conversion et le prix de base rajusté de toutes les autres actions identiques détenues par le porteur à titre d'immobilisations à ce moment-là afin de déterminer le prix de base rajusté de chacune de ces actions.

Impôt minimum de remplacement

Un gain en capital réalisé ou un dividende reçu ou réputé être reçu par un particulier ou une fiducie (autres que certaines fiducies déterminées) peut donner lieu à une charge d'impôt minimum de remplacement.

NOTES

Les actions privilégiées, série 35 ont reçu de DBRS Limited (« DBRS ») la note « Pfd-2 » assortie d'une tendance stable. « Pfd-2 » se classe au deuxième rang des six catégories utilisées par DBRS pour les actions privilégiées. Chaque catégorie de notation est assortie des sous-catégories « haut » et « bas ». La tendance de la note indique l'orientation de la note, selon DBRS, si les tendances actuelles se maintiennent ou, dans certains cas, à moins que certaines difficultés ne soient réglées. Une tendance stable signale que la note est solide et que la tendance est stable selon la surveillance continue et les mises à jour quant au rendement.

Les actions privilégiées, série 35 sont notées « P-3 (haut) » par Standard & Poor's Ratings Services, division de McGraw-Hill Financial, Inc. (« S&P »), à l'aide de l'échelle canadienne de S&P pour les actions privilégiées. La note « P-3 » se classe au troisième rang des huit catégories utilisées par S&P sur son échelle canadienne pour les actions privilégiées. La mention « haut » ou « bas » renvoie à la vigueur relative au sein de la catégorie de notation.

Les actions privilégiées, série 35 sont notées « Baa2 (hyb) » par Moody's Canada Inc. (« Moody's »). La note Baa attribuée aux actions privilégiées, série 35 se classe au quatrième rang des neuf catégories de notation. Le modificateur « 2 » indique que la note se situe au bas de la catégorie de notation. L'indicateur « (hyb) » est ajouté à toutes les notes attribuées à des titres hybrides émis par des banques, des sociétés d'assurance, des sociétés financières et des sociétés de valeurs mobilières. L'indicateur « hybride » indique le potentiel de volatilité de la note en raison de facteurs exogènes peu prévisibles (et souvent non liés au crédit) comme l'intervention des autorités de réglementation et/ou du gouvernement, accompagnés de caractéristiques de titres assimilables à des titres de capitaux propres hybrides.

Les souscripteurs éventuels d'actions privilégiées, série 35 devraient consulter l'agence de notation appropriée au sujet de l'interprétation et des incidences des notes provisoires susmentionnées. Les notes susmentionnées ne devraient pas être interprétées comme une recommandation d'acheter, de vendre ou de conserver les actions privilégiées, série 35. Une agence de notation peut réviser ou retirer à tout moment une note qu'elle a attribuée. Les notes ne portent pas sur le cours des actions privilégiées, série 35 ou leur caractère approprié pour un investisseur particulier. Les notes attribuées aux actions privilégiées, série 35 pourraient ne pas refléter l'incidence potentielle de tous les risques sur la valeur des actions privilégiées, série 35. En outre, des changements réels ou prévus dans les notes attribuées aux actions privilégiées, série 35 auront généralement une incidence sur la valeur marchande des actions privilégiées, série 35. Rien ne garantit que ces notes demeureront valides pour une période donnée ou que Moody's, DBRS ou S&P ne les révisera pas ou ne les retirera pas si elle juge que les circonstances le justifient. Les souscripteurs éventuels devraient consulter Moody's, DBRS ou S&P au sujet de l'interprétation et des incidences des notes.

MODE DE PLACEMENT

Aux termes d'une convention de prise ferme datée du 22 juillet 2015 intervenue entre la Banque et les preneurs fermes (la « convention de prise ferme »), la Banque s'est engagée à vendre, et les preneurs fermes se sont engagés à acheter, chacun pour la tranche qui le concerne, le 29 juillet 2015 ou à toute autre date qui pourrait être convenue, mais au plus tard le 5 août 2015, sous réserve des modalités énoncées dans la convention de prise ferme, la totalité et non moins de la totalité des actions privilégiées, série 35 au prix de 25,00 \$ chacune, payable au comptant à la Banque sur remise des actions privilégiées, série 35. La convention de prise ferme prévoit que les preneurs fermes toucheront une rémunération de 0,25 \$ pour chaque action vendue à des institutions et de 0,75 \$ pour chacune des autres actions vendues.

Les obligations qui incombent aux preneurs fermes aux termes de la convention de prise ferme peuvent être résiliées à leur gré sur la base de leur évaluation de l'état des marchés des capitaux et à la survenance de certains événements précisés. Toutefois, les preneurs fermes sont tenus de prendre livraison de la totalité des actions privilégiées, série 35 et de les régler si l'une d'entre elles est achetée aux termes de la convention de prise ferme.

La Banque a octroyé aux preneurs fermes l'option leur permettant d'acheter la totalité ou une partie des actions sous-jacentes à l'option au prix d'offre prévu par les présentes, qu'ils peuvent exercer à tout moment jusqu'à 48 heures avant l'heure de clôture du présent placement. Le présent supplément de prospectus autorise l'octroi de l'option et le placement des actions sous-jacentes à l'option. Les preneurs fermes toucheront une rémunération de prise ferme par action correspondant à 0,25 \$ à l'égard des actions sous-jacentes à l'option vendues à des institutions et à 0,75 \$ à l'égard de toutes les autres actions sous-jacentes à l'option.

Après que les preneurs fermes auront fait raisonnablement de leur mieux pour vendre la totalité des actions privilégiées, série 35 à 25,00 \$ l'action, ils pourront en réduire le prix, et le modifier à l'occasion par la suite, sans dépasser les 25,00 \$ l'action. Dans ce cas, la rémunération que toucheront les preneurs fermes sera réduite de l'excédent du produit brut que les preneurs fermes auront versé à la Banque sur le prix total payé par les souscripteurs d'actions privilégiées, série 35.

Les actions privilégiées, série 35 n'ont pas été ni ne seront inscrites en vertu de la Loi de 1933 des États-Unis, dans sa version modifiée, et, sous réserve de certaines exceptions, elles ne peuvent être offertes ni vendues aux États-Unis.

Aux termes des instructions générales de certaines autorités de réglementation des valeurs mobilières, les preneurs fermes ne peuvent, pendant la durée du placement, offrir d'acheter ni acheter des actions privilégiées, série 35. Les instructions générales prévoient certaines exceptions à cette restriction. Les preneurs fermes ne peuvent se prévaloir de ces exceptions qu'à la condition que l'offre d'achat ou l'achat ne soit pas fait dans le but de créer une activité réelle ou apparente sur les actions privilégiées, série 35 ou d'en faire monter le cours. Ces exceptions comprennent une offre d'achat ou un achat autorisé en vertu des Règles universelles d'intégrité du marché pour les marchés canadiens de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières relatives aux activités de stabilisation et de maintien passif du marché ainsi qu'une offre d'achat ou un achat effectué pour le compte d'un client dans le cas où l'ordre n'a pas été sollicité pendant la durée du placement. Sous réserve de ce qui précède, dans le cadre du présent placement, les preneurs fermes ne peuvent effectuer des surallocations ou effectuer des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des actions privilégiées, série 35 à d'autres niveaux que ceux qui seraient autrement formés sur le marché libre. Ces opérations peuvent être interrompues à tout moment.

Conformément à une règle sur les valeurs mobilières de l'Ontario, les preneurs fermes ne peuvent, à compter de la date à laquelle le prix d'offre est déterminé et pendant toute la durée du placement des actions privilégiées, série 35, offrir d'acheter ou acheter des actions privilégiées, série 35. La restriction précitée comporte certaines exceptions. Ces exceptions comprennent un achat ou une offre d'achat autorisé en vertu des règlements et des règles de la TSX relatifs aux activités de stabilisation et de maintien passif du marché, pourvu que l'achat ou l'offre d'achat n'excède pas le moindre du prix d'offre ou du dernier prix de vente indépendant au moment de l'offre ou de l'ordre d'achat, ainsi qu'une offre d'achat ou un achat effectué pour le compte d'un client dans le cas où l'ordre n'a pas été sollicité pendant la durée du placement, pourvu que l'offre d'achat ou l'achat ne soit pas fait dans le but de créer une activité réelle ou apparente sur les actions privilégiées, série 35 ou d'en faire monter le cours. Aux termes de la première exception mentionnée, relativement au présent placement, les preneurs fermes peuvent effectuer des surallocations ou des opérations visant à stabiliser ou à maintenir le cours des actions privilégiées, série 35 à d'autres niveaux que ceux qui seraient autrement formés sur le marché libre. Ces opérations peuvent être interrompues à tout moment.

La TSX a approuvé sous condition l'inscription à la cote des actions privilégiées, série 35 et des actions ordinaires devant être émises à la survenance d'un événement déclencheur. L'inscription à la cote est subordonnée à l'obligation pour

la Banque de remplir toutes les conditions de la TSX au plus tard le 16 octobre 2015. La Banque a demandé que les actions ordinaires devant être émises à la survenance d'un événement déclencheur soient inscrites à la NYSE visant l'approbation de l'inscription des actions ordinaires. L'inscription est conditionnelle au respect par la Banque de toutes les conditions d'inscription de la NYSE, et on prévoit que l'approbation définitive sera reçue avant la date de clôture prévue du 29 juillet 2015.

BMO Nesbitt Burns Inc. est une filiale en propriété exclusive de la Banque. Par conséquent, la Banque est un « émetteur relié et associé » à BMO Nesbitt Burns Inc. selon les lois sur les valeurs mobilières applicables. La décision de placer les titres aux termes des présentes et les modalités du présent placement ont été négociées sans lien de dépendance entre la Banque et les preneurs fermes (y compris RBC Dominion valeurs mobilières Inc., qui est un « placeur indépendant » en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables). RBC Dominion valeurs mobilières Inc. a participé à la rédaction du présent supplément de prospectus, à la fixation du prix des actions privilégiées, série 35 et au processus d'examen diligent relatif au présent placement. BMO Nesbitt Burns Inc. ne touchera aucun avantage relativement au présent placement, si ce n'est une partie de la rémunération des preneurs fermes.

EMPLOI DU PRODUIT

Le produit net tiré de la vente des actions privilégiées, série 35 qui revient à la Banque, déduction faite des frais estimatifs du présent placement et de la rémunération des preneurs fermes, s'élèvera à 145 100 000 \$ (dans l'hypothèse où aucune des actions sous-jacentes à l'option n'est émise et où la rémunération des preneurs fermes est de 4 500 000 \$ pour toutes les actions privilégiées, série 35 vendues). La Banque affectera le produit net tiré du présent placement à ses besoins généraux.

FACTEURS DE RISQUE

Un placement dans les actions privilégiées, série 35 de la Banque comporte certains risques, y compris ceux dont il est question dans le prospectus. Les rubriques « Rapport de gestion » du rapport annuel de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2014 et du rapport aux actionnaires pour le deuxième trimestre de 2015 de la Banque pour le trimestre et le semestre clos le 30 avril 2015 sont intégrées par renvoi dans le présent supplément de prospectus. Chacun de ces rapports traite notamment des tendances et événements importants connus ainsi que des risques et des incertitudes qui devraient, selon toute attente raisonnable, avoir une incidence importante sur l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Banque.

La solvabilité générale de la Banque aura une incidence sur la valeur des actions privilégiées, série 35

Toute modification réelle ou prévue des notes attribuées aux actions privilégiées, série 35 peut avoir une incidence sur la valeur marchande de ces actions. L'abaissement réel ou prévu des notes de crédit attribuées à la Banque ou à ses titres par une agence de notation pourrait avoir une incidence sur la valeur marchande des actions privilégiées, série 35. De plus, les modifications réelles ou prévues apportées aux notes attribuées à la Banque pourraient avoir une incidence sur le coût auquel la Banque peut obtenir du financement ou conclure un contrat de financement et donc sur les liquidités, l'entreprise, la situation financière ou les résultats d'exploitation de la Banque.

Les fluctuations de la valeur marchande pourraient avoir une incidence sur la valeur des actions privilégiées, série 35

Les fluctuations de la valeur marchande résultant de facteurs qui influent sur les activités de la Banque, notamment des développements d'ordre réglementaire, la concurrence et les activités sur les marchés mondiaux, peuvent avoir une incidence sur la valeur des actions privilégiées, série 35.

Les actions privilégiées, série 35 sont assorties d'un dividende non cumulatif et il y a un risque que la Banque ne puisse verser des dividendes sur ces actions

Les actions privilégiées, série 35 sont assorties d'un dividende non cumulatif et les dividendes sont versés au gré du conseil d'administration. Se reporter à la rubrique « Ratios de couverture par le bénéfice » du présent supplément de prospectus et à la rubrique « Restrictions et approbations aux termes de la Loi sur les banques » du prospectus, qui fournissent toutes deux des renseignements utiles aux fins de l'évaluation du risque que la Banque ne soit pas en mesure de verser des dividendes sur les actions privilégiées, série 35. Si le conseil d'administration ne déclare aucun dividende, ni aucune partie de dividende, sur les actions privilégiées, série 35 au plus tard à la date de versement de dividende pour un trimestre donné, le droit des porteurs d'actions privilégiées, série 35 de recevoir le dividende en question, ou toute partie de celui-ci, pour ce trimestre sera éteint à tout jamais.

Si une distribution n'est pas versée sur les BOaTS BMO en circulation, la Banque ne versera pas de dividende sur ses actions privilégiées, série 35 et actions ordinaires en circulation

Si une distribution n'est pas versée sur les titres de capital de la Fiducie de capital BMO en circulation (également appelés « BOaTS BMO »), la Banque s'est engagée à ne pas verser de dividendes sur ses actions ordinaires ou ses actions privilégiées en circulation, ce qui comprend les actions privilégiées, série 35, pendant une période donnée, à moins que la distribution requise ne soit versée aux porteurs de BOaTS BMO. De plus, si l'intérêt n'est pas versé au comptant sur les billets de catégorie 1 – série A émis par la Fiducie de capital BMO II, la Banque s'est également engagée à ne pas verser de dividendes sur ses actions ordinaires ni sur ses actions privilégiées, ce qui comprend les actions privilégiées, série 35, pendant une période donnée. Se reporter à la rubrique « Restrictions additionnelles relatives à la déclaration de dividendes » du prospectus.

Rang en cas d'insolvabilité ou de liquidation

Les actions privilégiées, série 35 sont des capitaux propres de la Banque. Les actions privilégiées, série 35 sont de rang égal à celui des autres actions privilégiées de la Banque en cas d'insolvabilité ou de liquidation de la Banque. Si la Banque devient insolvable ou est liquidée, ses éléments d'actif doivent servir à régler le passif dépôts et d'autres dettes, notamment des titres secondaires, avant que ne soient versés des paiements sur les actions privilégiées, série 35 et sur d'autres actions privilégiées de la Banque.

Conversion automatique en actions ordinaires à la survenance d'un événement déclencheur

À la survenance d'un événement déclencheur et d'une conversion automatique FPUNV, un placement dans les actions privilégiées, série 35 deviendra un placement dans des actions ordinaires, sans le consentement des porteurs. Après une conversion automatique FPUNV, un porteur d'actions privilégiées, série 35 ne jouira plus d'aucun droit à titre d'actionnaire privilégié de la Banque et jouira uniquement de droits à titre de porteur d'actions ordinaires. Même si les actions privilégiées, série 35 et les actions ordinaires sont toutes des titres de capitaux propres de la Banque, les réclamations des porteurs d'actions privilégiées, série 35 seront assorties de certains droits de paiement prioritaires par rapport aux réclamations des porteurs d'actions ordinaires. Étant donné la nature d'un événement déclencheur, un porteur d'actions privilégiées, série 35 deviendra un porteur d'actions ordinaires à un moment où la situation financière de la Banque se sera détériorée. Si la Banque devient insolvable ou est liquidée après la survenance d'un événement déclencheur, par suite d'une conversion automatique FPUNV, les porteurs d'actions ordinaires pourraient recevoir une somme considérablement inférieure à celle que les porteurs d'actions privilégiées, série 35 auraient reçue si les actions privilégiées, série 35 n'avaient pas été converties en actions ordinaires ou ne recevoir aucune somme. Une conversion automatique FPUNV peut également avoir lieu à un moment où un gouvernement fédéral ou provincial ou un autre organisme gouvernemental canadien a injecté ou injectera des capitaux ou fournit ou fournira une aide équivalente, pouvant prendre rang avant les actions ordinaires relativement au versement de dividendes, aux droits en cas de liquidation ou à d'autres modalités.

Un événement déclencheur découle d'une décision subjective indépendante de la volonté de la Banque

Un événement déclencheur découle d'une décision subjective prise par le surintendant selon laquelle la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être et une fois tous les instruments d'urgence convertis et après que le surintendant a pris en compte tous les facteurs et toutes les autres circonstances appropriés, il est raisonnablement probable que la viabilité de la Banque sera rétablie ou maintenue. Une telle décision peut être indépendante de la volonté de la Banque. Se reporter à la définition d'« événement déclencheur » à la rubrique « Modalités du placement ».

Le BSIF a déclaré que le surintendant consultera la Société d'assurance-dépôts du Canada, la Banque du Canada, le ministère des Finances et l'Agence de la consommation en matière financière du Canada avant de rendre une décision de non-viabilité. Il se pourrait que la conversion des instruments d'urgence ne soit pas suffisante pour rétablir, à elle seule, la viabilité d'une institution et que d'autres mesures d'intervention du secteur public, notamment un apport de liquidités, soient prises conjointement avec la conversion des instruments d'urgence afin de permettre à l'institution de poursuivre ses activités.

Afin de déterminer si la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être et si, après la conversion de tous les instruments d'urgence, il est raisonnablement probable que la viabilité de la Banque sera rétablie ou maintenue, le BSIF a déclaré que le surintendant examinera, en consultation avec les autorités susmentionnées, tous les faits et

circonstances pertinents. En plus de faire appel à d'autres mesures d'intervention du secteur public, il pourrait se demander, entre autres, si :

- de l'avis du surintendant, la Banque dispose de suffisamment d'actifs pour procurer une protection adéquate à ses déposants et créanciers;
- la Banque a perdu la confiance de ses déposants ou de ses autres créanciers ainsi que du public (p. ex., a-t-elle de plus en plus de difficulté à obtenir ou à renouveler du financement à court terme);
- de l'avis du surintendant, les fonds propres réglementaires de la Banque ont atteint un niveau pouvant influencer négativement sur ses déposants et créanciers ou se dégradent de manière que cette situation se produise;
- la Banque a été incapable de rembourser des passifs exigibles ou, de l'avis du surintendant, elle ne sera pas en mesure d'acquitter de tels passifs;
- la Banque a omis d'accroître ses fonds propres conformément à une ordonnance du surintendant;
- de l'avis du surintendant, d'autres circonstances concernant la Banque pourraient causer un préjudice important aux intérêts des déposants ou créanciers de la Banque ou des propriétaires d'actifs administrés par celle-ci;
- la Banque est dans l'impossibilité de restructurer son capital de son propre chef en émettant des actions ordinaires ou d'autres formes de fonds propres réglementaires (p. ex. aucun investisseur ou groupe d'investisseurs approprié n'est disposé à investir dans un nombre de titres suffisamment élevé et conformément à des modalités permettant de rétablir la viabilité de la Banque ou n'est pas en mesure de le faire, et il y a peu de chances raisonnables qu'un tel investisseur se présente à court terme en l'absence de conversion d'instruments d'urgence).

À la survenance d'un événement déclencheur et d'une conversion automatique FPUNV, les intérêts des déposants, des autres créanciers et des porteurs de titres de la Banque qui ne sont pas des instruments d'urgence de la Banque auront tous priorité de rang par rapport aux porteurs d'instruments d'urgence, y compris les actions privilégiées, série 35. Le surintendant jouit du pouvoir discrétionnaire de choisir de ne pas prendre de décision entraînant la survenance d'un événement déclencheur aux fins des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité même après qu'il a été déterminé que la Banque a cessé d'être viable ou est sur le point de ne plus l'être. Dans ces circonstances, la mise à exécution d'autres mécanismes de résolution, y compris la liquidation, pourrait exposer les porteurs d'actions privilégiées, série 35 à des pertes.

Le nombre et la valeur des actions ordinaires devant être reçues dans le cadre d'une conversion automatique FPUNV sont variables

Le nombre d'actions ordinaires devant être reçues pour chaque action privilégiée, série 35 est calculé en fonction du cours en vigueur des actions ordinaires immédiatement avant la survenance d'un événement déclencheur, sous réserve du prix plancher. Si une conversion automatique FPUNV est effectuée à un moment où le cours des actions ordinaires est inférieur au prix plancher, les investisseurs recevront des actions ordinaires d'un cours total inférieur à la valeur des actions. Les investisseurs pourraient également recevoir des actions ordinaires d'un cours total inférieur au cours en vigueur des actions privilégiées, série 35 converties si ces actions sont négociées à un cours supérieur à la valeur des actions.

La Banque devrait avoir d'autres actions privilégiées et titres de créance subordonnés en circulation à l'occasion qui seront convertis automatiquement en actions ordinaires à la survenance d'un événement déclencheur. Dans le cas de ces titres de créances subordonnés, le nombre d'actions ordinaires devant être reçues à la conversion sera calculé en fonction du capital de ces titres, ainsi que de l'intérêt couru et impayé et, afin de tenir compte du rang des réclamations dans le cadre d'une liquidation, les porteurs de titres de créance subordonnés devraient recevoir des droits économiques qui sont plus favorables que ceux que les actionnaires privilégiés recevront. Les titres de créance subordonnés qui sont convertibles en actions ordinaires à la survenance d'un événement déclencheur seront probablement assortis, ainsi que les autres actions privilégiées qui sont convertibles en actions ordinaires à la survenance d'un événement déclencheur, d'un prix plancher effectif inférieur (p. ex., le multiple utilisé étant différent) à celui qui s'applique aux actions privilégiées, série 35 aux fins d'établissement du nombre maximum d'actions ordinaires devant être émises en faveur des porteurs de ces instruments lors d'une conversion automatique FPUNV. Par conséquent, les porteurs d'actions privilégiées, série 35 recevront des actions ordinaires dans le cadre d'une conversion automatique FPUNV à un moment où les titres de créance subordonnés sont convertis en actions ordinaires à un taux de conversion qui est plus favorable pour le porteur de ces instruments et où d'autres

actions privilégiées sont converties en actions ordinaires à un taux de conversion qui pourrait être plus favorable pour le porteur de ces instruments, dans chaque cas, que le taux applicable aux actions privilégiées, série 35, ce qui entraînerait une dilution importante pour les porteurs d'actions ordinaires et les porteurs d'actions privilégiées, série 35, qui deviendront des porteurs d'actions ordinaires à la survenance d'une conversion automatique FPUNV.

Les actions ordinaires reçues lors d'une conversion automatique FPUNV pourraient subir une dilution plus importante

Dans les circonstances entourant un événement déclencheur, le surintendant ou d'autres autorités ou organismes gouvernementaux pourraient également exiger la prise d'autres mesures afin de rétablir ou de maintenir la viabilité de la Banque, l'injection de nouveaux capitaux et une émission d'actions ordinaires ou d'autres titres supplémentaires. Par conséquent, les porteurs d'actions privilégiées, série 35 recevront des actions ordinaires dans le cadre d'une conversion automatique FPUNV à un moment où les titres de créance de la Banque pourraient être convertis en actions ordinaires, éventuellement à un taux de conversion plus favorable pour le porteur de ces titres que le taux applicable aux actions privilégiées, série 35 et des actions ordinaires ou des titres supplémentaires prenant rang avant les actions ordinaires pourraient être émis, ce qui entraînerait une dilution importante pour les porteurs d'actions ordinaires et les porteurs d'actions privilégiées, série 35, qui deviendront des porteurs d'actions ordinaires à la survenance d'une conversion automatique FPUNV.

Circonstances entourant une conversion automatique FPUNV et incidence sur le cours

La survenance d'un événement déclencheur découle d'une décision subjective prise par le surintendant selon laquelle il est raisonnablement probable que la conversion de tous les instruments d'urgence rétablisse ou maintienne la viabilité de la Banque. Par conséquent, une conversion automatique FPUNV peut se produire dans des circonstances indépendantes de la volonté de la Banque. De plus, même dans des circonstances où le marché prévoit que le surintendant provoquera une conversion automatique FPUNV, le surintendant pourra choisir de ne pas prendre de mesures en ce sens. Étant donné l'incertitude inhérente à l'établissement du moment où une conversion automatique FPUNV pourrait se produire, il sera difficile de prévoir si les actions privilégiées, série 35 seront obligatoirement converties en actions ordinaires et, le cas échéant, à quel moment. Par conséquent, les conséquences sur la négociation des actions privilégiées, série 35 ne seront pas nécessairement identiques aux conséquences sur la négociation d'autres types de titres convertibles ou échangeables. Toute indication, réelle ou perçue, que la Banque est exposée à un événement déclencheur pourrait avoir une incidence défavorable sur le cours des actions privilégiées, série 35 et des actions ordinaires, que l'événement déclencheur se produise réellement ou non.

Absence de date d'échéance fixe

Les actions privilégiées, série 35 n'ont pas de date d'échéance fixe et ne sont pas rachetables au gré de leurs porteurs. La capacité d'un porteur de liquider ses actions privilégiées, série 35 peut être restreinte.

Rachat par la Banque

La Banque peut choisir de racheter les actions privilégiées, série 35 sans le consentement des porteurs d'actions privilégiées, série 35 dans les circonstances décrites aux rubriques « Modalités du placement – Rachats ».

La valeur marchande des actions privilégiées, série 35 pourrait fluctuer

Les rendements courants de titres similaires auront une incidence sur la valeur marchande des actions privilégiées, série 35. Dans l'hypothèse où tous les autres facteurs demeureraient inchangés, la valeur marchande des actions privilégiées, série 35 sera inversement proportionnelle aux rendements des titres similaires. Les écarts entre le rendement des obligations du gouvernement du Canada, le taux des bons du Trésor et les taux d'intérêt de référence comparables pour des titres analogues influenceront aussi sur la valeur marchande des actions privilégiées, série 35.

Il n'existe aucun marché public pour la négociation des actions privilégiées, série 35, il se pourrait qu'aucun marché ne voie le jour et les souscripteurs pourraient devoir détenir leurs actions indéfiniment

Rien ne garantit qu'un marché actif sera créé pour les actions privilégiées, série 35 après le présent placement ou, si un tel marché est créé, rien ne garantit qu'il se maintiendra au niveau du prix d'offre des actions privilégiées, série 35.

La volatilité des marchés boursiers pourrait avoir une incidence sur le cours des actions privilégiées, série 35 pour des raisons non reliées au rendement de la Banque.

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT CHARGÉ DE LA TENUE DES REGISTRES

L'agent des transferts et agent chargé de la tenue des registres à l'égard des actions privilégiées, série 35 ainsi que des actions ordinaires émises au moment d'une conversion automatique FPUNV est la Société de fiducie Computershare du Canada, à son bureau principal de Toronto.

QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

Les questions d'ordre juridique relatives à l'émission et à la vente des actions privilégiées, série 35 seront tranchées par Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l., pour le compte de la Banque, et par McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l., pour le compte des preneurs fermes. Au 22 juillet 2015, les associés et autres avocats d'Osler, Hoskin & Harcourt S.E.N.C.R.L./s.r.l. et de McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l. avaient collectivement la propriété effective, directement ou indirectement, de moins de 1 % de toute catégorie de titres émis et en circulation de la Banque ou d'une société de son groupe ou d'une société qui a un lien avec elle.

DROITS DE RÉOLUTION ET SANCTIONS CIVILES

La législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires du Canada confère au souscripteur ou à l'acquéreur un droit de résolution. Ce droit ne peut être exercé que dans les deux jours ouvrables suivant la réception réelle ou réputée du prospectus et des modifications. Dans plusieurs provinces et territoires, la législation permet également au souscripteur ou à l'acquéreur de demander la nullité ou, dans certains cas, la révision du prix ou des dommages-intérêts si le prospectus contient de l'information fausse ou trompeuse ou ne lui a pas été transmis. Ces droits doivent être exercés dans des délais déterminés. On se reportera aux dispositions applicables et on consultera éventuellement un avocat.

Dans la mesure où les actions privilégiées, série 35 sont des titres convertibles, échangeables ou exerçables, les investisseurs sont avisés que le droit d'action légal en dommages-intérêts pour information fausse ou trompeuse contenue dans le présent supplément de prospectus ou le prospectus se limite, selon la législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires, au prix auquel les actions privilégiées, série 35 sont offertes à l'occasion du placement. Ainsi, en vertu de la législation en valeurs mobilières de certaines provinces et de certains territoires, le souscripteur ou l'acquéreur ne peut exercer ce droit pour recouvrer les sommes additionnelles versées à la conversion, à l'échange ou à l'exercice, selon le cas, des titres. On se reportera aux dispositions applicables de la législation en valeurs mobilières et on consultera éventuellement un avocat.

ATTESTATION DES PRENEURS FERMES

Le 22 juillet 2015

À notre connaissance, le prospectus simplifié daté du 13 mars 2014, avec les documents qui y sont intégrés par renvoi et le présent supplément, révèle de façon complète, véridique et claire tout fait important relatif aux titres faisant l'objet du placement, conformément à la *Loi sur les banques* (Canada) et à ses règlements d'application et à la législation en valeurs mobilières de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada.

BMO NESBITT BURNS INC.

Par : (signé) BRADLEY J. HARDIE

RBC DOMINION VALEURS MOBILIÈRES INC.

Par : (signé) JOHN BYLAARD

MARCHÉS MONDIAUX
CIBC INC.

Par : (signé) SHANNAN M.
LEVERE

FINANCIÈRE BANQUE
NATIONALE INC.

Par : (signé) JOE KULIC

SCOTIA CAPITAUX INC.

Par : (signé) DAVID GARG

VALEURS MOBILIÈRES TD INC.

Par : (signé) JONATHAN BROER

VALEURS MOBILIÈRES DESJARDINS INC.

Par : (signé) A. THOMAS LITTLE

VALEURS MOBILIÈRES BANQUE LAURENTIENNE INC.

Par : (signé) THOMAS BERKY

CORPORATION CANACCORD
GENUITY

Par : (signé) ALAN POLAK

VALEURS MOBILIÈRES
DUNDEE LTÉE

Par : (signé) AARON UNGER

VALEURS MOBILIÈRES HSBC
(CANADA) INC.

Par : (signé) JAY LEWIS

RAYMOND JAMES LTÉE

Par : (signé) SEAN C. MARTIN

CORP. BROOKFIELD FINANCIER

Par : (signé) MARK MURSKI

INDUSTRIELLE ALLIANCE VALEURS
MOBILIÈRES INC.

Par : (signé) RICHARD LEGAULT

PLACEMENTS MANUVIE INCORPORÉE

Par : (signé) DAVID MACLEOD